



TRIBUNE LIBRE DE PAPA IBRAHIMA SENGHOR

KIIRAAAY : l'heure de la vérité politique



➔ P.5

TRAFIC TRANSFRONTALIER

116 kg de chanvre indien saisis à Villimalo



➔ P.3

RAPPORT DE LA CNUCED PUBLIÉ CE MOIS DE JUILLET

SOUS DIOMAYE, L'ÉCONOMIE NATIONALE **EST EN RUINE**

■ Sous Macky, le Sénégal était devenu le 2e pays attirant le plus d'IDE en Afrique, avec 2700 milliards FCFA en 2023

■ Sous ce régime, les IDE ont observé une chute radicale de 2000 milliards FCFA en 2024 et... 21 milliards FCFA en 2025



Page 2

VERS L'INTENSIFICATION DE LA DÉPASTEFICATION DE L'EXÉCUTIF

Ministres, DG, PCA ...interdits de «Ngaraalé» entre Diomaye et Sonko

👉 On ne peut être à la fois avec le Président Diomaye et Ousmane Sonko

👉 L'Exécutif a besoin de cohésion pour l'application de la politique définie par le Chef de l'État



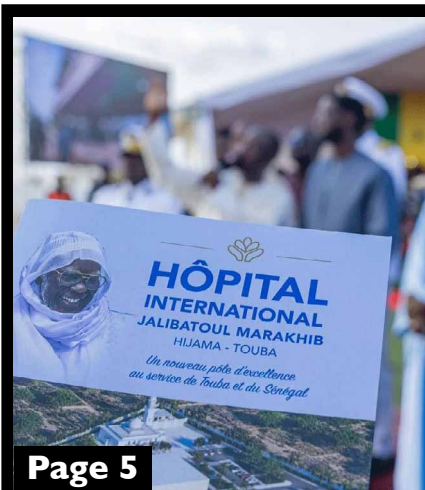
P.5

ENCADREMENT DES FONDS DE LA PRÉSIDENTE

Moundiaïe Cissé appelle à publier les rapports de la Primature et de l'Assemblée



Page 2



Page 5

POUR RÉDUIRE LES ÉVACUATIONS SANITAIRES VERS L'ÉTRANGER, DÉCENTRALISER LES SOINS SPÉCIALISÉS

Diomaye lance les travaux de l'Hôpital international de Touba Ngabou pour 32 milliards FCFA

CYBERCRIMINALITÉ

Des militants pro-Pastef : Lamignou Darou, Oustaz Thiep et Ndiaye Touba interpellés



P.2

ÉNERGIE

L'Agence pour l'économie et la maîtrise de l'énergie (AEME) a procédé au lancement, lundi, à Dakar, d'une campagne nationale de communication visant à encourager les attitudes susceptibles d'engendrer la consommation d'énergie électrique la plus sobre possible. « Notre objectif n'est pas seulement d'informer, il est aussi de susciter un véritable changement culturel. Nous voulons faire de la sobriété énergétique un réflexe citoyen, une valeur partagée, une responsabilité collective et une nouvelle manière de consommer », a dit le ministre de l'Énergie et du Pétrole, El Hadji Abdourahmane Diouf, en présidant la cérémonie de lancement de la campagne. Le but de cette initiative de l'AEME est de promouvoir « la sobriété énergétique » en cette période de forte chaleur, où les ménages consomment souvent une grande quantité d'électricité. L'Agence pour l'économie et la maîtrise de l'énergie va procéder à une large diffusion de messages, à l'aide de la télévision, de la radio, de la presse écrite et des plateformes numériques. Ses agents vont parcourir les régions du pays, pour dérouler la campagne. L'économie d'énergie est l'un des piliers de la politique énergétique nationale, a dit le ministre de l'Énergie et du Pétrole, expliquant qu'elle permet en même temps de réduire les dépenses des ménages, d'améliorer la compétitivité des entreprises, de limiter les émissions de gaz à effet de serre et de consolider la souveraineté énergétique.

CYBERCRIMINALITÉ

Des militants pro-Pastef : Lamignou Darou, Oustaz Thiep et Ndiaye Touba interpellés

Lamignou Darou, Oustaz Thiep et Ndiaye Touba, trois militants pro-Pastef connus pour leur activisme sur les réseaux sociaux, viennent d'être arrêtés dans les locaux de Feeñal Digital par des agents de la Division spéciale de cybercriminalité.

Selon les premiers éléments recueillis, cette interpellation interviendrait dans le cadre d'une enquête portant sur des propos jugés offensants à l'endroit du président de la République. Aucune confirmation officielle n'a toutefois été communiquée à ce stade sur les motifs exacts de cette arrestation, ni sur les suites qui pourraient lui être données. Il s'agit d'un nouvel épisode dans une série d'interpellations visant des militants et influenceurs proches du

parti au pouvoir, régulièrement inquiétés pour des contenus diffusés sur les réseaux sociaux. Lamignou Darou, de son vrai nom Mandoumbé Diop, avait déjà été placé en garde à vue à plusieurs reprises par le passé pour des publications jugées contraires aux bonnes mœurs ou injurieuses, avant d'être condamné à de la prison ferme dans au moins une de ces affaires.

Cette nouvelle arrestation intervient dans un climat politique tendu, marqué par la confrontation ouverte entre le président Bassirou Diomaye Faye et son ancien Premier ministre Ousmane Sonko, un contexte dans lequel les propos tenus sur les réseaux sociaux par les militants des deux camps font l'objet d'une surveillance accrue.

des meilleurs connaisseurs du Badibou-Rip, Babacar Mbaye Ndaak a largement contribué, par ses recherches et ses interventions publiques, à faire connaître l'histoire de cet ancien État ayant existé entre le XIVe et le XIXe siècle, à cheval sur les actuels territoires du Sénégal et de la Gambie, indique-t-on. Dans une contribution dont l'APS a obtenu une copie, Malick Rokhy Ba souligne que les travaux de Babacar Mbaye Ndaak ont contribué à l'identification de la tombe du père de l'Almamy Maba, Ndiogou Hampathé Ba, et celles de deux de ses épouses, Diakhou Dièye et Ngatou Ngalane, à Tawa (Tawakkaltou Halal Laahi), à environ cinq kms de Nioro du Rip.

POLICE

La Police des frontières de Moussala a saisi, ce weekend, 116 kilogrammes de chanvre indien au village aurifère de Yillimalo, dans la commune de Missirah Sirmione, dans le département de Saraya (sud-est), a appris l'APS, lundi, de source sécuritaire. « Une importante opération a été menée par les éléments de la Police au village de Yillimalo, dans la commune de Missirah Sirimana. Elle a permis la saisie de 116 kilogrammes de chanvre indien », a rapporté la source sécuritaire. Cette intervention de la Police des frontières entre dans le cadre de la lutte contre les réseaux de trafic de stupéfiants le long de la frontière sénégal-malienne, précise la même source. Les policiers ont mis en échec une tentative d'acheminement de la drogue vers le territoire sénégalais. Les trafiquants ont abandonné leur cargaison avant de prendre la fuite en se jetant dans le fleuve pour regagner le territoire malien. Une enquête a été ouverte afin d'identifier les auteurs et de démanteler le

TRIBUNE LIBRE DE BABACAR MBAR NDIAYE

«Injustice administrative et règlement de comptes politique : Le cas Mamadou Sembène « Baye Diène » interpelle»

L'administration publique doit-elle être un instrument au service des citoyens ou un levier de sanction politique ? La question mérite d'être posée avec force au regard de la récente décision frappant Mamadou Sembène, plus connu sous le nom de « Baye Diène ». Alors qu'il exerçait jusqu'ici ses fonctions avec dévouement en tant qu'agent contractuel vérificateur au sein de la Division Régionale des Transports Routiers de Dakar (DRTR), M. Sembène vient de faire l'objet d'une mutation subite vers la Direction de l'Administration Générale et de l'Équipement (DAGE), sous le motif générique et bien commode de la « nécessité de service »

Derrière l'habillage administratif de cette note de service signée par la Direction générale des Transports routiers, le calendrier des événements ne trompe personne. Ce week-end encore, samedi 25 juillet 2026, M. Sembène et son mouvement ont fait preuve d'une mobilisation remarquable depuis Rufisque pour affirmer haut et fort leur soutien politique au Président Bassirou Diomaye Faye. Dès le premier jour ouvrable suivant ce rassemblement populaire au King Fahd Palace, le couperet administratif est tombé sous la forme d'une réaffectation expéditive. Comment ne pas y voir une tentative manifeste de freiner un engagement citoyen légitime et d'étouffer une dynamique politique populaire de terrain ?

L'usage abusif de la « nécessité de

service » comme prétexte à des mutations-sanctions est une pratique archaïque que les Sénégalais espéraient voir définitivement révolue.

Chaque citoyen, qu'il soit agent contractuel ou haut fonctionnaire, jouit du droit constitutionnel de s'engager politiquement et de soutenir la vision du chef de l'État et des mouvements patriotes comme KIIRAAAY.

Utiliser les prérogatives administratives pour punir un agent en raison de ses choix ou de son ancrage politique constitue une dérive grave contre l'équité et l'éthique républicaine. La loyauté républicaine ne saurait être confondue avec la soumission à des intérêts d'appareil, et sanctionner un travailleur pour ses prises de position publiques est une injustice inacceptable.

Face à ce qui s'apparente clairement à une sanction déguisée, la solidarité doit s'organiser autour de Mamadou Sembène. Nous appelons la Direction Générale des Transports Routiers ainsi que le Ministère de tutelle à garantir la neutralité des décisions administratives, à cesser le harcèlement ciblé des leaders de terrain et à respecter le droit à l'engagement politique de tous les agents de l'État sans crainte de représailles. Mamadou Sembène « Baye Diène » reste un acteur clé du développement territorial et de l'engagement patriote à Rufisque et au-delà, et aucune manœuvre administrative ne saura altérer la légitimité de son combat ni l'adhésion populaire dont il bénéficie.

réseau impliqué, a renseigné la source sécuritaire.

CEDEAO

Le ministre délégué chargé de l'Économie, du Plan et de la Coopération au Sénégal, Allé Nar Diop, a rappelé, lundi, à Dakar, le caractère souverain des statistiques nationales, tout en relevant la nécessité pour les pays membres de la CEDEAO d'avoir des normes communes en matière de statistiques. « La statistique publique est une infrastructure de souveraineté. Un État qui ne produit pas ses propres données finit par emprunter à des sources extérieures la représentation de sa propre réalité », a soutenu M. Diop en intervenant à une réunion des directeurs des agences et instituts nationaux chargés des statistiques des pays membres de la CEDEAO. À son avis, les bouleversements économiques, climatiques, sécuritaires et technologiques obligent les États à disposer de statistiques

répondant à trois exigences essentielles. « La valeur d'une statistique se juge à trois exigences : sa fiabilité, sa comparabilité et sa disponibilité à temps utile. Une donnée juste mais tardive éclaire l'histoire, elle n'éclaire pas la décision », a-t-il souligné, ajoutant : « Une donnée rapide mais fragile expose le décideur au risque de se tromper avec assurance ».

ADOPTION

Le Centre national d'assistance et de formation pour la femme (CENAF) a formé des femmes issues de six quartiers de Thiès à l'adoption de solutions fondées sur la nature pour une meilleure lutte contre les inondations, dans un contexte de changement climatique. « Il nous faut innover, coopérer et réapprendre à travailler avec la nature, pour lutter contre les effets des dérèglements climatiques », a préconisé la directrice du CENAF Ndéye Gnilane Faye Sarr.

Tribune

Editée par DMEDIA
Adresse: 38 Cité Teylium VDN Dakar

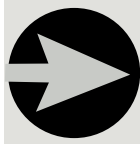
Directeur Général par intérim :

Directeur des publications :
Pape Moussa Traoré

Rédacteur en chef :

Rédaction
redaction@tribune.sn
Contact commercial
commercial@tribune.sn
Tél.: (+221) 33 827 50 27
(+221) 33827 52 00

Distribution : **D.Média - ADP**
Impression : **AFRICA PRINT**



RAPPORT DE LA CNUCED PUBLIÉ CE MOIS DE JUILLET

Sous Diomaye, l'économie nationale est en ruine



Selon le rapport de la CNUCED publié ce mois de juillet, les Investissements Directs Étrangers (IDE) au Sénégal ont chuté de 98,9 %. Sous le Président Macky Sall, le Sénégal était devenu le deuxième pays attirant le plus d'IDE en Afrique, avec 2700 milliards FCFA en 2023.

Sous Diomaye, les IDE ont observé une chute radicale pour tomber à 2000 milliards FCFA en 2024 et...21 milliards FCFA en 2025.

Cette baisse de 98,9 % est due à l'incompétence

du régime, à l'accusation grossière de dette cachée et à l'entreprise systématique de destruction de l'économie nationale sous prétexte d'un faux souverainisme.

Le Sénégal est en crise. Les IDE chutent de 98,9%. Mais la priorité pour l'un est de créer un parti et pour l'autre de jouer au marchand ambulant de cartes de membre.

LANSANA GAGNY SAKHO DESCEND LE PRÉSIDENT DE L'AN

«Sonko n'a jamais choisi la République, on a tenté de manipuler les magistrats»

Ancien proche d'Ousmane Sonko et aujourd'hui engagé au sein de « Kiiraay », le parti porté par le président Bassirou Diomaye Faye, Lansana Gagny Sakho a vivement chargé le président de l'Assemblée nationale. Invité de l'émission Rfm Matin, reprise par seneweb, le président du Conseil d'administration de l'APIX est revenu sur les raisons de son éloignement de Sonko, tout en défendant le choix qu'il dit avoir fait en faveur des institutions républicaines. Selon lui, il avait adhéré au projet politique à l'époque en raison des hommes qui l'incarnaient. Après l'alternance, il affirme avoir décliné une proposition de nomination à la tête du secteur de l'eau et de l'assainissement afin de rester fidèle à ses convictions. « Je ne voulais pas mettre les postes devant mes principes. Cela m'a permis de partir facilement. Depuis le début, j'ai choisi la République », a-t-il expliqué.

À l'inverse, Lansana Gagny Sakho estime qu'Ousmane Sonko « n'a jamais choisi la République ».

Il lui reproche d'avoir alimenté la fracture au sommet de l'État à travers certaines prises de position publiques.

Il cite notamment une déclaration faite pendant que le président Bassirou Diomaye Faye était en déplacement officiel aux États-Unis puis en Chine, au cours de laquelle Sonko avait dénoncé un manque d'autorité dans le pays. Des propos qui, selon lui, auraient fortement embarrassé le chef de l'État.

Pour l'ancien allié du leader de Pastef, le véritable choix politique consiste à préserver les institutions et à améliorer le fonctionnement de l'État. S'il reconnaît que des difficultés ont existé



« des deux côtés », il estime que des avancées importantes ont été enregistrées, en particulier dans le secteur de la justice.

Lansana Gagny Sakho est également revenu sur les changements intervenus au ministère de la Justice. Il rappelle que l'ancien garde des Sceaux, Ousmane Diagne, avait déclaré devant l'Assemblée nationale que personne ne pouvait le manipuler. Selon lui, son remplacement visait à installer un ministre plus docile afin d'influencer les magistrats.

« Mais c'était sans comprendre que les magistrats sont tout sauf des marionnettes », a-t-il soutenu. À ses yeux, les tentatives de manipulation de la justice, qui peuvent être évoquées lorsqu'on est dans l'opposition, se heurtent à la réalité de l'exercice du pouvoir. « Quand on est dans l'opposition, on ne mesure pas toujours les responsabilités de l'État. Une fois au pouvoir, les réalités sont différentes. Je pense que c'est ce que le président veut montrer », a-t-il conclu.

SITUATION POLITIQUE AU SÉNÉGAL

Daouda Yatte, membre CCR demande à la jeunesse de prendre sa responsabilité

« Aujourd'hui, notre pays traverse une période qui exige responsabilité, dialogue et sens élevé de l'intérêt général. En tant que jeunes acteurs politiques, nous avons le devoir de contribuer à un climat politique apaisé, fondé sur le respect des institutions, de la démocratie et de l'État de droit.

Nos divergences politiques ne doivent jamais nous faire oublier l'essentiel : ce qui nous unit est plus fort que ce qui nous oppose. Nous partageons le même amour pour le Sénégal et la même ambition de bâtir une Nation plus juste, plus prospère et plus solidaire.

Le Sénégal fait face à des défis majeurs qui appellent de chaque responsable politique une hauteur de vue, un profond sens de l'État et un engagement constant au service de l'intérêt général.

Les attentes des populations sont immenses. Nos concitoyens attendent avant tout des réponses concrètes, efficaces et durables à leurs préoccupations quotidiennes.

À cet égard, nous invitons l'ensemble

des acteurs politiques, les organisations de la société civile, la jeunesse ainsi que tous les citoyens à privilégier l'écoute, le dialogue et la concertation.

L'heure n'est ni aux divisions ni aux calculs partisans, mais à l'unité d'action au service du peuple sénégalais. Monsieur le Président de la République, en votre qualité de garant de l'unité nationale, nous vous encourageons à poursuivre les efforts de dialogue, à favoriser l'apaisement du climat politique et à orienter toutes les décisions vers l'intérêt supérieur de la Nation.

C'est dans l'unité, la justice et la concertation que nous pourrions relever les défis de notre pays.

L'avenir du Sénégal dépend de notre capacité à transformer nos différences en une richesse collective et à placer, en toutes circonstances, l'intérêt national au-dessus de toute autre considération. Ensemble, préservons la paix, consolidons notre démocratie et construisons le Sénégal que nous souhaitons léguer aux générations futures ».

TRAFIC TRANSFRONTALIER

116 kg de chanvre indien saisis à Yillimalo



Le Secteur frontalier de Moussala a procédé, le 24 juillet 2026, à la saisie de 116 kilogrammes de chanvre indien à Yillimalo, a annoncé la Police nationale. Selon les autorités, l'opération a été menée par les éléments du poste de police frontalier de Yillimalo, qui ont découvert la cargaison transportée à bord d'une moto de marque TVS Apache 180. La saisie est intervenue lors d'une patrouille de routine effectuée le long de la berge du fleuve Falémé, à hauteur de Linguèkphoto. Cette mission visait à s'assurer du respect de la fermeture de la frontière dans cette zone jugée stratégique. Au cours de leur mission,

les policiers ont surpris deux individus qui venaient de débarquer d'une pirogue en provenance d'un pays voisin. À la vue des forces de l'ordre, les deux suspects ont abandonné leur chargement avant de se jeter dans le fleuve pour rejoindre, à la nage, le territoire étranger. Les agents ont alors procédé à la saisie de la moto ainsi que de deux cartons et d'un sac de voyage contenant du chanvre indien. Le poids total de la drogue est estimé à 116 kilogrammes. La Police nationale indique que les investigations se poursuivent afin d'identifier et d'interpeller les personnes impliquées dans ce trafic transfrontalier de stupéfiants.

ENCADREMENT DES FONDS DE LA PRÉSIDENTE

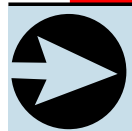
Moundiaïe Cissé appelle à publier les rapports de la Primature et de l'Assemblée

Le débat sur l'encadrement des fonds secrets de la Présidence continue de susciter des réactions. Le président de l'ONG 3D, Moundiaïe Cissé, dit soutenir le principe d'une réforme, mais estime qu'elle ne doit pas être perçue comme une initiative dirigée contre un adversaire politique. Dans une publication sur son compte X, le membre de la société civile affirme être favorable à un meilleur encadrement des fonds politiques, tout en appelant les autorités à faire preuve d'exemplarité. « Sur le principe, nous sommes favorables à l'encadrement des fonds politiques. Mais une loi ne doit jamais donner l'impression d'être conçue contre un adversaire politique », a-t-il écrit.

Pour Moundiaïe Cissé, la réforme aurait gagné en crédibilité si elle avait

été engagée plus tôt. « Le Premier ministre a lui-même bénéficié de fonds politiques lorsqu'il était en fonction. Si cette réforme avait été engagée à cette période, elle aurait probablement eu davantage de crédibilité », a-t-il fait remarquer.

Avant de légiférer sur les fonds de la Présidence, le président de l'ONG 3D propose une publication des rapports. « Pourquoi ne pas donner d'abord un signal fort en publiant les rapports sur l'utilisation des fonds gérés par la Primature et l'Assemblée nationale au cours des deux dernières années, avant d'engager une loi sur l'encadrement des fonds de la Présidence ? », s'est-il interrogé. Selon lui, ce serait un véritable exercice de transparence. « La crédibilité d'une réforme commence toujours par l'exemplarité », a conclu Moundiaïe Cissé.



ONDD EN AFRIQUE

Les pays font l'état des lieux

Par Aliou KANE (Correspondant)

L'Afrique connaît une transition démographique rapide qui offre une opportunité unique d'accélérer la croissance économique inclusive et le développement durable grâce à la capture du dividende démographique. Consciente de cet enjeu, l'Union africaine a adopté en 2017 la Feuille de route sur le dividende démographique à travers des investissements dans la jeunesse, qui constitue le cadre stratégique continental pour guider les États membres dans la mise en œuvre de politiques et d'investissements favorables à l'accélération de la transition démographique et à la réalisation du dividende démographique.

La mise en œuvre de cette feuille de route a conduit plusieurs pays africains, avec l'appui de leurs partenaires, à mettre en place des Observatoires Nationaux du Dividende Démographique (ONDD). Ces plateformes multisectorielles ont pour mission de produire des données probantes et des analyses destinées à éclairer les politiques publiques.

C'est dans ce contexte qu'en marge de la Conférence internationale sur les National Transfer Accounts (NTA), le Secrétariat Technique Régional en collaboration avec le CREG a organisé un atelier réunissant les Observatoires Nationaux du Dividende Démographique, les instituts nationaux de statistique, les chercheurs et les partenaires techniques. L'objectif étant, de faire le point sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la Feuille de route de l'Union africaine sur le dividende démographique à travers les travaux des Observatoires Nationaux du Dividende Démographique, tout en identifiant les défis techniques, institutionnels et liés aux données pour renforcer l'utilisation de l'approche NTA dans les politiques publiques. La rencontre qui s'est tenue ce 27 juillet à Saly, vise à Présenter les progrès réalisés par les pays dans la mise en œuvre de la Feuille de route de l'Union africaine sur le DD à travers les travaux des ONDD, Partager les principaux résultats produits par les ONDD, notamment les profils NTA, l'indice de suivi du DD et les analyses de transformation budgétaire, Identifier les principaux défis liés à la production, à l'actualisation et à l'utilisation de ces produits, en particulier les contraintes relatives aux données et à l'appropriation de l'approche NTA entre autres. La rencontre a réuni environ 30 participants issus notamment d'Universités et centres de recherche africains, de Réseau international des National Transfer Accounts (NTA), d'Instituts nationaux de statistique ect..

Au cours de la rencontre, le Professeur Latif Dramani président fondateur du consortium régional pour la recherche en économie générationnelle (CREG) est revenu sur le sens de la participation du CREG à cette activité. « Le CREG participe à ce symposium en tant que institution formatrice sur les questions du dividende démographique et d'économie de la population. Nous formé depuis 2016, les pays d'Afrique de l'ouest et du centre, nous sommes entrain actuellement de faire le bilan a la veille de l'anniversaire des 10ans du lancement de la feuille de route de l'union africaine, en 2017 a Addis Abéba. Pour le bilan, la feuille de route de l'union africaine demandait la création des observatoires du dividende démographique

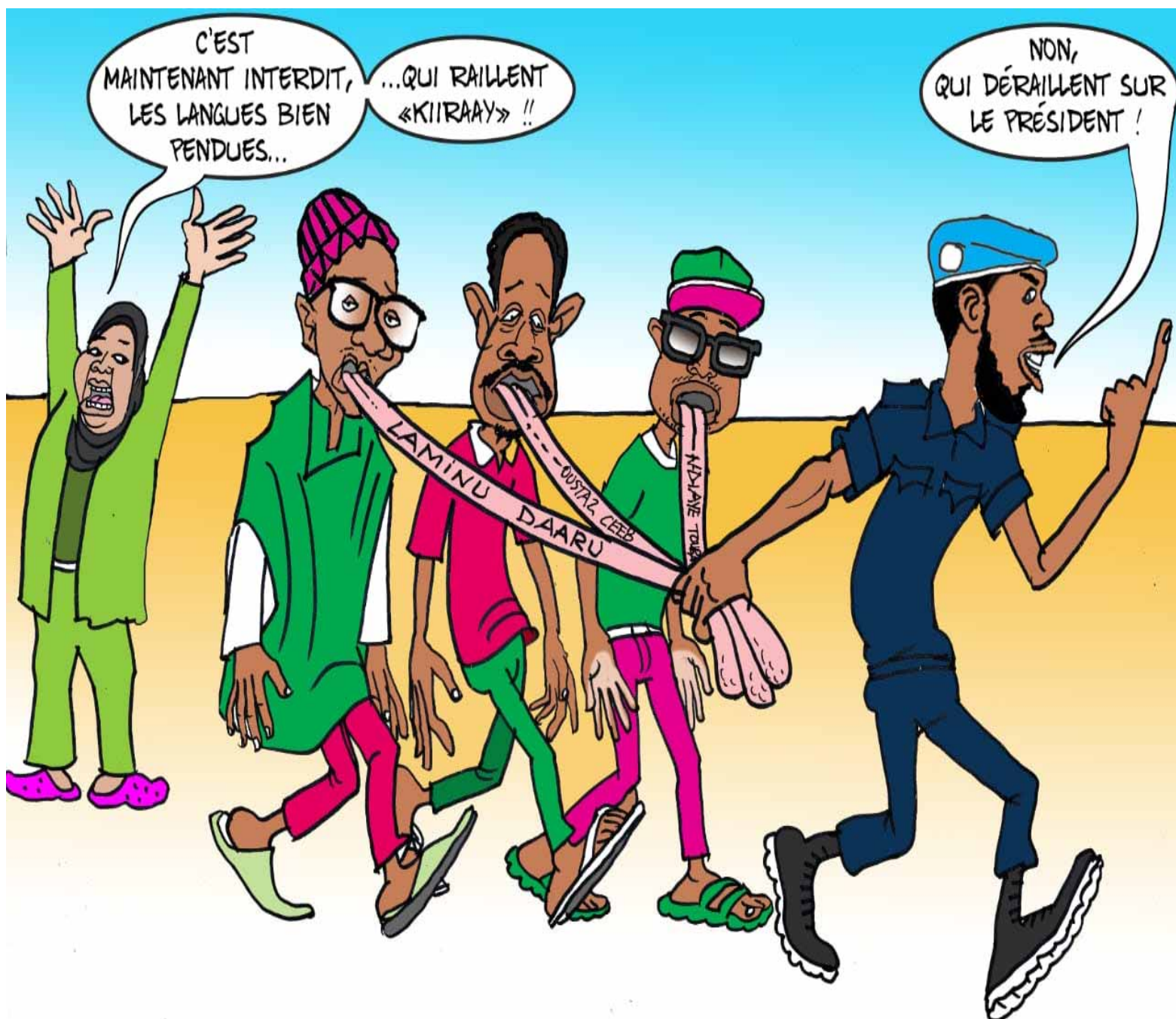
(ONDD), ce qui a été fait dans les pays de l'Afrique de l'ouest et du centre dans des pays comme le Sénégal, le Togo, le Bénin, la Mauritanie qui ont leurs ONDD. Et en Afrique centrale, le Tchad, le Cameroun, ont aussi des Observatoires et même le Madagascar a son Observatoire. De plus, nous avons des outils qui ont été développés pour voir comment le budget peut être orienté pour la capture du dividende démographique puisque quand on parle du dividende démographique on parle de bien être des populations, de développement de nos pays et des efforts que les gouvernements font en allouant les budgets nationaux pour le développement aussi bien au niveau local, régional que national. On est entrain de voir quelques sont les défis, qu'est ce qui a été fait et qu'est qui reste à faire », a-t-il souligné. Les représentants des différents pays présents à cette rencontre ont aussi exposé les avancées notées et les défis dans le cadre des Observatoires Nationaux du Dividende Démographique. Tous ont expliqué comment leurs États travaillent et où ils en sont.

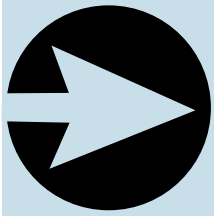
En effet, Selon Djaokmla Doba expert statisticien économiste à l'Observatoire national du dividende démographique (ONDD) du TCHAD, « l'ONDD du Tchad a une existence de 8ans, crée en 2018, par un arriéré ministériel, depuis lors l'ONDD du Tchad a produit un ensemble d'analyse cohérente, des études connexes que l'ONDD a réalisé. Par rapport aux analyses réalisées par le Tchad, il faut relever qu'ils



portent sur les 5 dimensions. Quand on prend la dimension 1 qui concerne la couverture de la dépendance économique, les analyses portent sur les profils de consommation, de revenus, la demande sociale. Il y a aussi des analyses qui portent sur la qualité du cadre de vie, la dynamique de pauvreté, la question d'attractivité territoriale. Nous faisons le suivi du dividende démographique à travers le DDMI. A chaque fois qu'on a des données nationale, à travers les enquêtes sur les conditions de vie des ménages nous produisons systématiquement des livrables. Pour rappel nous disposons des données de 2011, celles de 2018, et celles de 2022. En ce moment nous attendons des données de 2026, qui sont en cours de préparation qui

seront peut être disponible d'ici 2027 cela nous permettra d'actualiser les indicateurs. Le concept du dividende démographique était très abstrait mais aujourd'hui, on est parvenu à quantifier la pression démographique à travers la demande sociale qui préoccupe nos gouvernants. Depuis les données de 2011 et de 2022 nous tournons autour de 26 à 27 % du PIB ce qui est énorme comme pression pour nos gouvernants. Nous avons aussi, Nous avons aussi pu démontrer que la fenêtre d'opportunités au Tchad est ouverte depuis 2009 mais cela reste fragile car a tout moment cette fenêtre peut se refermer si les conditions sont la sans que les investissements ne suivent », a-t-il fait savoir.





VERS L'INTENSIFICATION DE LA DÉPASTEFICATION DE L'EXÉCUTIF

Ministres, Dg, PCA ...interdits de «Ngaraalé» entre Diomaye et Sonko

Par Ndiogou Cissé



Les limogeages au sein de l'Exécutif vont connaître une intensification dans les jours à venir. Au nom de la cohésion gouvernementale, il est interdit aux ministres, dg et PCA de faire du « Ngaraalé » entre Diomaye et Sonko.

nduire des affaires de la Nation. En clair dans le contexte actuel, on ne peut être avec Bassirou Diomaye Faye et Ousmane Sonko à la fois. Autrement dit, il appartient à tout ministre, dg, PCA de se déterminer en choisissant son camp.

On ne peut être à la fois avec le Président Diomaye et Ousmane Sonko

Dans la situation actuelle de clash au sommet entre le président de la République, Bassirou Diomaye Faye et l'ex premier ministre Ousmane Sonko, il n'est plus possible aux ministres, Dg, PCA et autres hauts responsables de l'administration de garder le silence sur le camp de leur préférence. Soit on est avec Diomaye, soit on est avec Sonko. Ce qui

permet d'éviter des agents double dans un exécutif quia besoin de cohésion pour l'application de la politique définie par le Chef de l'État.

L'Exécutif a besoin de cohésion pour l'application de la politique définie parle Chef de l'État

Ceux qui ne le comprennent pas ainsi et s'entêtent à vouloir être en même temps avec Diomaye et avec Sonko vont l'apprendre à leurs dépens...

En effet, le Président, Diomaye nomme à tous les emplois civils et militaires. Diomaye est le Chef Suprême des Armées et nomme à tous les emplois civils et militaires. Sur le terrain purement politique, le clash entre Diomaye et Sonko a imploré le Pastef qui s'est scinde en deux blocs qui se regardent en chiens de faïence.

Le clash entre Diomaye et Sonko a imploré Pastef en deux blocs

Ceux qui font bloc derrière le Président

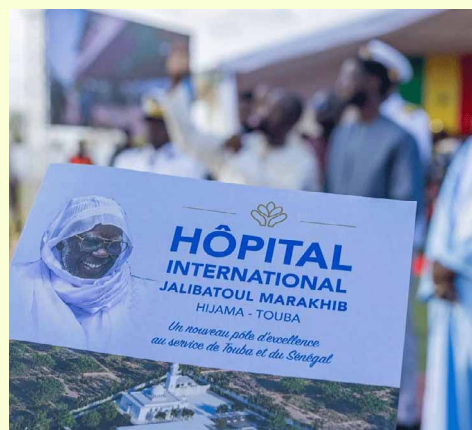
POUR RÉDUIRE LES ÉVACUATIONS SANITAIRES VERS L'ÉTRANGER, DÉCENTRALISER LES SOINS SPÉCIALISÉS

Diomaye lance les travaux de l'Hôpital international de Touba Ngabou pour 32 milliards FCFA

Le président de la République, Bassirou Diomaye Faye, a posé l'achier, selon pressafrik, à Touba Ngabou la première pierre de l'Hôpital international Jalibatoul Marakhib - Hijama. Financé à hauteur de 32 milliards de F CFA dans le cadre d'un partenariat public-privé, cet établissement de santé vise à réduire les évacuations sanitaires vers l'étranger et à décentraliser les soins spécialisés.

Construit sur un site de 10 000 m², le futur complexe médical sera équipé d'un plateau technique de pointe comprenant un centre de cancérologie, une unité de cardiologie interventionnelle, un service de chirurgie générale et orthopédique, ainsi qu'un pôle de gynécologie-obstétrique. L'infrastructure intégrera également des urgences fonctionnelles 24h/24, un centre d'imagerie médicale complet et un laboratoire de biologie médicale.

Le chef de l'État a souligné que cette réalisation s'inscrit directement dans la stratégie « Vision Sénégal 2050 », qui mise sur l'alliance de l'investissement



privé et de l'État pour moderniser la carte sanitaire. Cet hôpital permettra d'améliorer la prise en charge des résidents de Touba et de la région de Diourbel, tout en renforçant le dispositif médical pour les millions de pèlerins fréquentant la cité religieuse.

Cet acte symbolique est venu clore une visite officielle de deux jours à Touba, au cours de laquelle le président s'est entretenu avec le Khalife général des Mourides, Serigne Mountakha Bassirou Mbacké, et s'est recueilli au mausolée de Khadimou Rassoul.

Diomaye, sont d'avis qu'il a été élu pour diriger le pays pendant cinq ans. À ce titre, il a l'obligation de remplir pleinement cette mission conformément à la Construction états lois. Pour les autres qui sont avec

Ousmane Sonko, il est l'homme providence dont les décisions doivent être appliquées par tous. Pour ceux la, la seule personne à suivre, c'est Ousmane Sonko qui doit avoir le dernier mot sur tout.

TRIBUNE LIBRE

KIIRAAY : l'heure de la vérité politique



La politique est faite de moments décisifs. Il arrive un temps où chacun doit choisir son camp, non plus dans les discours, mais dans les actes. La naissance de KIIRAAY est de ces moments-là.

Pendant la conquête du pouvoir, la Coalition Diomaye Président a été un formidable outil de rassemblement. Elle a permis de réunir des femmes et des hommes venus d'horizons différents autour d'une ambition commune : porter Bassirou Diomaye Faye à la magistrature suprême et défendre la République. Cette mission est accomplie.

Aujourd'hui, le Sénégal est entré dans une autre phase : celle de la construction d'une majorité politique cohérente, disciplinée et capable de gouverner dans la durée. C'est précisément la raison d'être de KIIRAAY.

Dans ce contexte, chacun est libre de ses choix. Mais chacun doit aussi en assumer les conséquences.

Refuser de signer l'engagement de fusion n'est pas un simple détail administratif. C'est un choix politique. Et en politique, les choix définissent les positions.

On ne peut pas vouloir demeurer dans l'ombre protectrice de la majorité tout en refusant d'en partager pleinement le destin. On ne peut pas réclamer une place au cœur du dispositif tout en gardant un pied dehors, dans l'attente d'un rapport de force plus favorable. Une majorité ne se construit pas sur l'ambiguïté permanente.

La loyauté n'est pas un slogan. Elle se démontre lorsque des décisions structurantes sont prises.

Ceux qui ont rejoint KIIRAAY ont fait le choix de la clarté. Ils ont accepté de placer le projet collectif au-dessus des calculs d'appareil et des intérêts

particuliers. Ils ont compris que l'histoire récompense davantage ceux qui bâtissent que ceux qui hésitent. Ceux qui ont décidé de ne pas fusionner restent libres d'agir selon leurs convictions. Ils peuvent continuer à soutenir certaines orientations du Président, dialoguer avec la majorité ou défendre leur propre ligne. Mais leur décision les place objectivement dans une relation différente avec le parti présidentiel. La confiance politique se nourrit d'engagements assumés, et elle s'évalue dans la durée.

Le temps des doubles discours doit prendre fin.

Le Sénégal a besoin d'une majorité solide, lisible et responsable, pas d'une majorité fragmentée où chacun soutient le pouvoir lorsque cela l'arrange et s'en éloigne lorsque les intérêts divergent.

KIIRAAY ne doit pas devenir un simple logo ou une nouvelle enseigne politique. KIIRAAY doit incarner une nouvelle exigence : celle de la fidélité au mandat populaire, de la discipline républicaine et de la responsabilité politique.

L'heure n'est plus aux demi-engagements. L'heure est venue de dire clairement où l'on se situe.

Dans toutes les démocraties, les grandes transformations ont été portées par des femmes et des hommes qui ont accepté de s'engager sans arrière-pensée. Le Sénégal ne fera pas exception.

L'histoire politique est implacable : elle distingue toujours ceux qui prennent le risque de construire de ceux qui préfèrent attendre, observer ou préserver leurs marges de manœuvre.

Avec KIIRAAY, le temps de la conquête est derrière nous. Le temps de la fidélité commence.

Papa Ibrahima Senghor, membre fondateur de KIIRAAY

JOJ, DAKAR 2026



L'UCAD célèbre les valeurs olympiques et le sport universitaire

Par Younoussa BALDÉ



L'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD), à travers sa direction des Sports, a organisé, pendant deux jours, un événement intitulé « UCAD au cœur des Jeux Olympiques de la jeunesse (JOJ) ». Selon les organisateurs, l'événement s'inscrit dans la vision du Recteur de l'UCAD, le Professeur Alioune Badara Kandji. Il consiste à faire du sport la troisième activité principale de l'université, après la pédagogie et la recherche. Cet événement a été conçu afin d'impliquer l'ensemble des acteurs de l'université étudiants, enseignants-chercheurs, personnels administratifs et techniques ainsi que des partenaires dans la préparation de ce rendez-vous historique que le Sénégal s'apprête à accueillir. Certes l'événement a été organisé en période d'examens, mais la mobilisation a été rendez-vous. Les étudiants ont répondu à l'appel de la direction des sports de l'UCAD.

« Pendant deux jours, la communauté universitaire a vécu au rythme des valeurs

olympiques à travers des activités sportives, culturelles, et citoyennes qui ont confirmé la capacité de l'UCAD à fédérer ses différentes composantes autour d'un projet commun et à contribuer activement à la promotion des jeux olympiques de la jeunesse » ont expliqué les organisateurs. Les activités ont démarré par une marche douce le vendredi 24 juillet dernier. Le lendemain, dix fédérations sportives nationales ont été installées sur le parking de la faculté des sciences juridiques et politiques. La cérémonie a été présidée par Djamila Faye, Conseiller du Président de la République sur les questions sportives. Il n'a pas manqué de saluer cette initiative. Selon toujours Dr Ndara Mbengue et son équipe, au-delà du caractère festif, « UCAD au cœur des JOJ » marque une étape importante dans la mobilisation de la communauté universitaire autour des jeux olympiques de la jeunesse et illustre l'engagement de l'UCAD à promouvoir les valeurs d'excellence, de respect, d'amitié et d'inclusion qui fondent l'olympisme.

MASSIFICATION DE KIIRAAY-LES PATRIOTES RÉPUBLICAINS

Les Handicapés Patriotes Républicains entendent jouer pleinement leur rôle

Par Younoussa BALDÉ

La Commission nationale Kiiraay-les Handicapés Patriotes Républicains s'est fendue d'une déclaration pour réaffirmer son engagement total en faveur d'un Sénégal plus juste, plus souverain, plus inclusif et plus prospère. « Composée de femmes et d'hommes qui, depuis les premières heures, ont défendu avec conviction le projet politique porté par Son Excellence Bassirou Diomaye Diakhar Faye, la Commission se déclare prête à prendre toute sa place dans la construction d'un parti fort, organisé et profondément enraciné dans les territoires », a expliqué d'emblée le président de la Commission, Mohamed Mbow.

À l'en croire, les handicapés Patriotes Républicains envisagent de participer activement à faire de Kiiraay, la première force politique des composants du parti. « Au-delà du potentiel de mobilisation de plus d'un million de personnes en situation de handicap à l'horizon d'août 2027, nous comptons également mobiliser nos familles, nos proches et une bonne partie de nos réseaux sociaux et communautaires.

Notre objectif est de devenir une force électorale majeure, capable de contribuer durablement aux victoires du parti », a ajouté M Mbow. Toutefois, la Commission nationale invite Président de la République ainsi que l'ensemble des dirigeants de la nouvelle formation politique à accorder une attention particulière à la participation effective des personnes en situation de handicap. « Nous ne réclamons aucun privilège ; nous demandons simplement l'équité, l'inclusion et une représentation juste dans toutes les instances et activités du parti », a précisé Mohamed Mbow. Dans la foulée, les responsables de la Commission lancent un appel aux autorités du parti afin qu'elles mettent à sa disposition les moyens organisationnels, techniques et matériels nécessaires, tout en renforçant les capacités de ses membres.

« Une Commission forte et bien structurée constitue un levier essentiel pour une mobilisation efficace et une participation politique pleinement inclusive ».

LANCEMENT OFFICIEL DU MOUVEMENT MA REEW 3D

Cheikh Thiam prône une politique basée sur l'action

Par Aliou KANE (Correspondant)

Le mouvement politique MA REEW 3D a été officiellement lancé le samedi 25 juillet 2026 au Sénégal par son initiateur, Cheikh Thiam. Devant ses partisans, ce dernier a présenté cette nouvelle formation comme une alternative « au service du Sénégal », soulignant qu'elle ne se veut ni un parti de plus, ni une structure sans vision, mais « une espérance collective » fondée sur l'engagement citoyen.

Pendant son allocution, Cheikh Thiam a affirmé que « MA REEW », qui signifie « Mon pays », incarne la volonté de redonner aux Sénégalais la pleine maîtrise de leur destin. Il a dressé un tableau des principaux défis auxquels le pays est confronté, évoquant notamment le chômage des jeunes, l'émigration clandestine, les difficultés du monde rural, les insuffisances des systèmes de santé et d'éducation ainsi que les disparités dans l'accès aux infrastructures de base.

Pour le président du mouvement, « MA REEW » a pour projet politique, une éducation de qualité, un développement



inclusif, la lutte contre la corruption, une gouvernance transparente et une participation accrue des citoyens aux décisions publiques. Il a également insisté sur une approche fondée sur le pragmatisme, promettant « des solutions plutôt que des slogans ».

S'adressant particulièrement aux jeunes, aux femmes, aux travailleurs, aux agriculteurs, aux pêcheurs, aux entrepreneurs et à la diaspora, Cheikh Thiam a lancé un appel à rejoindre MA REEW 3D afin de bâtir « un Sénégal plus juste, plus prospère, plus souverain et plus solidaire ». Le mouvement entend désormais s'implanter sur l'ensemble du territoire à travers une campagne de proximité et de concertation avec les populations.

MOTION SOLENNELLE DE SOUTIEN ET D'ADHÉSION À LADYNAMIQUE UNITAIRE " KIIIRAAY" DU PARTI MPES/ JĚF AK NJARIÑ

Le Bureau Politique National du Parti MPES JĚf ak Njarliñ, réuni en séance extraordinaire sous la présidence de Monsieur Assane Sylla, sonne le rassemblement de ses militants et sympathisants, d'ici et de la diaspora, autour d'un tournant historique pour l'avenir politique de notre nation

Par Aliou KANE (Correspondant)

Considérant la date historique du 25 juillet, marquée par la création du nouveau parti « KIIIRAAY / Les Patriotes Républicains » par le Président de la République, Son Excellence Monsieur Bassirou Diomaye Diakhar Faye. Saluant le discours historique du Chef de l'État qui transcende les clivages partisans et redéfinit l'action politique par le prisme de l'élégance, de la sérénité, et du rejet absolu de l'animosité et de la violence.

Magnifiant l'engagement indéfectible du Président de la République à défendre les institutions démocratiques et à réaffirmer, avec force et solennité, son serment constitutionnel du 2 avril 2024.

Reconnaissant la vision profonde du concept de Kiiraay — ce parapluie protecteur et bienveillant tendu au-dessus des mêlées partisans, conçu comme un parti majoritaire et inclusif, ouvert à toutes les forces vives du Sénégal et de sa diaspora, et déterminé à préserver d'une main ferme le précieux legs des anciens. Forte de sa légitimité historique, de sa constitution légale et de sa participation active à , au moins cinq consultations électorales majeures dans l'histoire politique du pays, le parti Mpes/ jĚf Ak Njarliñ et son président Assane Sylla

adressent leurs plus chaleureuses et vives félicitations à Son Excellence le Président Bassirou Diomaye Diakhar Faye pour cette initiative salvatrice qui incarne l'espoir, l'espérance et la justice sociale. Ils déclarent la disponibilité totale et immédiate du MPES JĚf ak Njarliñ à collaborer activement avec la nouvelle formation « KIIIRAAY ». Et s'engagent résolument dans cette dynamique unitaire nationale afin d'accompagner de manière structurée la vision patriotique du Chef de l'État. Ils mandatent officiellement la direction du parti pour engager les discussions nécessaires avec la commission en charge de la gestion des partis et mouvements désireux de s'intégrer dans la mouvance « KIIIRAAY ». Et annoncent conformément aux statuts et textes régissant leur organisation, la convocation prochaine des instances décisionnelles, notamment le Bureau Politique et un Congrès Extraordinaire, afin de statuer sur les modalités d'inclusion ou de fusion au sein de ce grand rassemblement républicain. Le président du parti Mpes, Assane Sylla, n'a pas aussi oublié de remercier Mimi Touré pour son engagement sans faille à coté du Président.



CAN 2028

L'Afrique du Sud, le Botswana et le Zimbabwe officialisent leur candidature conjointe



L'Afrique du Sud, le Botswana et le Zimbabwe ont officiellement déposé une candidature commune pour accueillir la Coupe d'Afrique des nations 2028. L'annonce a été confirmée par le président de la Fédération botswanaise de football et de la COSAFA, Tariq Babitseng, qui estime que l'Afrique australe possède les infrastructures nécessaires pour organiser la plus prestigieuse compétition du continent.

L'Afrique australe est officiellement entrée dans la course à l'organisation de la CAN 2028. Réunis autour d'un projet commun, l'Afrique du Sud, le Botswana et le Zimbabwe ont soumis leur dossier de candidature à la Confédération africaine de football (CAF), avec l'ambition de ramener la compétition dans la région. La confirmation est venue de Tariq Babitseng, président de la Fédération botswanaise de

football (BFA) et de la COSAFA. Le dirigeant s'est montré confiant quant aux chances de cette candidature.

« Nous avons déposé notre candidature et nous sommes convaincus des infrastructures dont nous disposons. Nous partageons également la vision du président de la CAF, le Dr Patrice Motsepe, selon laquelle toutes les régions d'Afrique doivent avoir l'opportunité d'accueillir la CAN.

En tant que COSAFA, nous pensons avoir une réelle chance d'organiser cette compétition », a-t-il déclaré.

Cette candidature traduit la volonté de la COSAFA de faire revenir la Coupe d'Afrique des nations en Afrique australe, une région qui n'a plus accueilli le tournoi depuis l'édition 2013 organisée en Afrique du Sud. Si les Bafana Bafana disposent déjà d'une solide expérience en matière d'organisation, le Botswana et le Zimbabwe espèrent, eux, accueillir pour la première fois des rencontres de la phase finale de la compétition.

Le projet mise notamment sur les infrastructures héritées de la Coupe du monde 2010 en Afrique du Sud, ainsi que sur les investissements réalisés par les

deux autres pays candidats afin de répondre aux exigences de la CAF. À noter que la Namibie, un temps évoquée dans cette candidature régionale, ne figure plus dans le projet officiellement soutenu après que son gouvernement a indiqué ne pas avoir autorisé sa participation au dossier.

La course à l'organisation de la CAN 2028 est encore ouverte. Outre la candidature commune de l'Afrique du Sud, du Botswana et du Zimbabwe, l'Éthiopie figure parmi les pays ayant officiellement manifesté son intérêt. D'autres nations africaines, à l'image du Maroc, de l'Angola, de la RDC ou de la Zambie, ont également affiché leurs ambitions pour accueillir une future édition du tournoi continental.

wiwsport.com

PREMIER LEAGUE

Pourquoi Arsenal a raison d'y croire dans le dossier Vinícius Júnior

Longtemps considéré comme totalement inaccessible, Vinícius Jr pourrait finalement devenir une opportunité de marché pour Arsenal. Ces dernières heures, The Athletic affirmait, en effet, que les Gunners étaient plus que jamais dans la course pour s'offrir l'ailier auriverde de 26 ans. Si un départ du Real Madrid reste, pour l'heure, loin d'être acquis, plusieurs éléments laissent malgré tout penser que le club londonien a de vraies raisons d'y croire. Le premier facteur d'optimisme concerne très certainement le contrat du Brésilien. Et pour cause. Les discussions autour d'une prolongation n'ont toujours pas abouti et le temps joue désormais contre les Merengues.



Une situation contractuelle toujours aussi floue

Alors que le club espagnol s'expose désormais au risque de voir l'un de ses plus grands talents partir libre à l'issue de son bail, la direction de la Casa Blanca pourrait décider d'écouter des offres importantes dans les prochains jours et ainsi éviter de perdre un joueur d'une telle valeur sans indemnité. C'est d'ailleurs précisément ce qui pousse Arsenal à surveiller le dossier de très près. Si un transfert de Vinícius aurait semblé irréaliste pour le club londonien il y a encore quelques années, la situation a depuis bien changé. Les revenus générés par les qualifications répétées en Ligue des Champions, la stabilité financière retrouvée et la volonté des dirigeants d'investir sur un véritable joueur de classe mondiale permettent aujourd'hui aux Gunners d'envisager ce type d'opération.

Selon plusieurs médias anglais, tels que le Daily Mail, Arsenal serait même prêt à faire de Vinícius le joueur le mieux payé de son effectif afin de convaincre le Brésilien de rejoindre l'Emirates Stadium. De son côté, Mikel Arteta a transformé Arsenal en candidat crédible aux plus grands trophées européens. Le club dispute désormais régulièrement les derniers tours de la Ligue des champions et possède un effectif jeune, compétitif et encore en pleine progression. Pour un joueur comme Vinícius - qui n'avait d'ailleurs pas été soutenu par son nouvel entraîneur José Mourinho après l'affaire Gianluca Prestianni lors de Benfica-Real Madrid - rejoindre une équipe capable de lutter pour tous les titres tout en devenant l'une des principales têtes d'affiche du projet représenterait alors un argument de poids. Mais ce n'est pas tout.

LIGUE 1

Lamine Camara est de retour à l'AS Monaco après son mondial !



Après sa participation à la Coupe du monde 2026 avec le Sénégal, Lamine Camara est de retour à l'AS Monaco ce lundi 27 juillet. Il entame ainsi sa phase de reprise avant de rejoindre l'entraînement collectif. Sourire aux lèvres et visiblement très heureux de rejoindre ses coéquipiers en club, Lamine Camara est de retour sur le rocher. À travers une vidéo postée par l'AS Monaco, le milieu de terrain sénégalais qui a été éliminé avec les Lions en seizièmes de finale du mondial, a ainsi rencontré ses coéquipiers mais aussi son nouvel entraîneur Filipe Luís. Après avoir effectué des tests ce lundi, l'ancien

messin va en faire d'autres ce mardi avant de pouvoir enfin retrouver l'entraînement collectif. Ayant déjà manqué les deux premiers matchs de préparation de l'ASM, Lamine Camara devrait être disponible pour le match contre Cercle Brugge vendredi 31 juillet. Notons que l'avenir du joueur formé à Génération Foot n'est pas encore totalement scellé. Même si des clubs comme Newcastle ou encore Nottingham Forest lui font les yeux doux, le club monégasque pourrait être tenté de le garder malgré le fait de vouloir réduire sa masse salariale de 20% cet été.

Wiwsport.com

CAN 2028 - CANDIDATURE CONJOINTE

L'Afrique du Sud, le Botswana et le Zimbabwe prêts à ... **Accueillir l'Afrique**



LIGUE 1

**Lamine Camara est de retour à
l'AS Monaco après son mondial!**

PREMIER LEAGUE

Pourquoi Arsenal a raison d'y croire dans le dossier Vinícius